

La situation « plutôt favorable » pour le secteur en France

© 16/06/2015 |  Terre-net Média

Boulogne-sur-Mer, 16 juin 2015 (AFP) - La situation actuelle est « plutôt favorable » pour la pêche et l'aquaculture en France, grâce à la baisse des prix du carburant et à la forte demande mondiale pour ce type de produits, a estimé mardi la directrice des Pêches.

Avec le recul des prix du pétrole, le carburant pour les bateaux coûte « 20 à 25 centimes de moins qu'en 2012-2013 », et « il y a de la place pour les produits français » sur le marché mondial, grâce à une demande croissante, a déclaré Cécile Bigot, responsable de la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture, à l'ouverture des Assises de la pêche organisées mardi et mercredi à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Cécile Bigot représentait le secrétaire d'Etat à la Pêche et aux Transports Alain Vidalies, absent en raison du salon aéronautique du Bourget. Cécile Bigot a toutefois reconnu la « situation difficile de certaines pêcheries », comme celle des pêcheurs de sole du Nord/Pas-de-Calais, qui bloquent depuis lundi soir l'entrée du port de Boulogne pour protester contre la baisse de leurs quotas. Sur cette question des quotas, négociés chaque année au niveau européen, « la position française est très claire (...) : le rendement maximum durable oui, mais par des quotas progressifs pour éviter des conséquences économiques et durables trop graves », a-t-elle souligné. Le rendement maximum durable correspond à la quantité optimale de poisson que l'on peut prélever sur un stock donné sans mettre en danger l'espèce.

« Le modèle économique de la flotte de pêche française est en train d'évoluer », a analysé Cécile Bigot, pour qui le temps où l'Etat volait au secours des pêcheurs à chaque crise est « derrière nous ».

Les quantités de poisson pêchées par des navires français et vendues en France ont reculé de 20 % en 20 ans, tandis qu'un tiers des bateaux disparaissait, selon une étude de FranceAgriMer présentée aux assises. La filière des produits aquatiques pâtit d'un déficit commercial de 3,6 milliards d'euros, en raison notamment des importations de saumon, le 2e poisson le plus consommé en France.